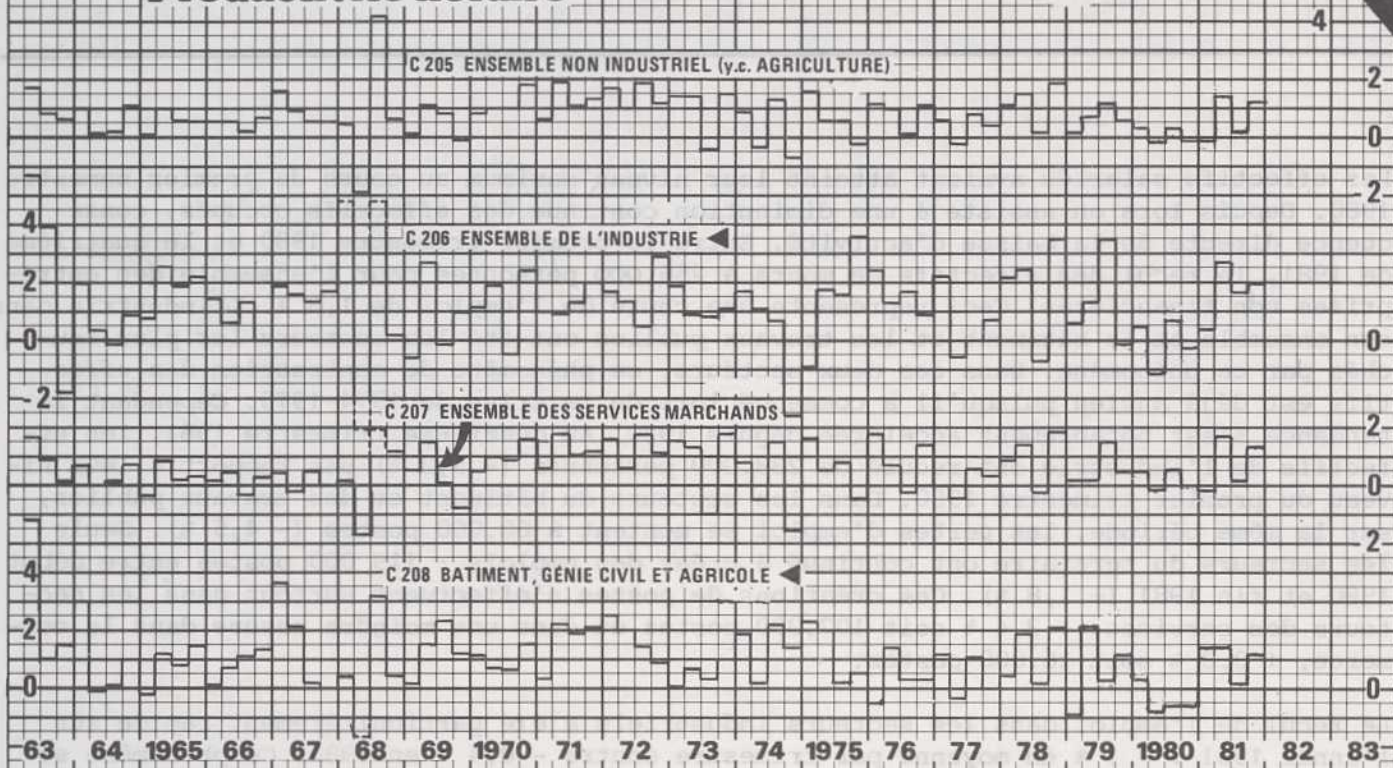


Les effectifs salariés avaient atteint leur niveau maximum au cours du premier semestre 1980. Depuis lors on assiste à une diminution continue des effectifs occupés, conséquence directe de la baisse d'activité. Entre le premier trimestre 1980 et le quatrième de 1981, le recul des effectifs se monte à 256.000 personnes pour l'ensemble des entreprises non financières. Ceci représente une chute de l'emploi de 1,9 %. L'industrie dans son ensemble et le bâtiment et les travaux publics ont été les secteurs les plus touchés par ce phénomène. Dans ces deux secteurs, ce phénomène de contraction des effectifs est déjà ancien puisqu'il a commencé lors de la crise de 1974-1975. Cependant la tendance s'est notablement accélérée depuis 1980. Au quatrième trimestre 1981, les effectifs de l'industrie ont reculé de 288.000 personnes (- 5,2 %) par rapport à leur niveau du premier trimestre 1980. Dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, sur la même période, les pertes d'emploi se montent à 68.000 postes (- 4,5 %). Seuls les secteurs du tertiaire ont continué à créer des emplois : 113 000 postes entre début 1980 et fin 1981 (+ 1,8 %). Ces créations de postes s'effectuent surtout dans les secteurs des services, + 3,4 % soit 107.000 postes et dans une moindre mesure dans le commerce, + 0,8 % soit 16.000 postes.

Le recul de l'emploi dans les secteurs industriels a été particulièrement rapide sur l'année 1981 : - 1 % en moyenne par trimestre contre - 0,4 % en 1980. Ce phénomène se traduit par une croissance continue depuis le début 1980 des marges de capacité disponibles sans embauche qui indiquent le pourcentage théorique d'accroissement de la production avec le personnel disponible. En janvier 1980, les marges de capacité sans embauche se montaient à 8,6%. Elles s'accroissent régulièrement depuis lors pour atteindre 13,8% fin 1981. Le gonflement des marges de capacité sans embauche ne pouvait qu'aboutir à une contraction des effectifs occupés dans l'industrie. Cette évolution s'est accélérée en 1981. Elle apparaît fortement corrélée aux évolutions du carnet de commande. Début 1980, le carnet de commande de l'industrie représentait 16,2 semaines de production. Il se maintient à ce niveau sur toute la première partie de l'année. De même, jusqu'au troisième trimestre, le glissement négatif des effectifs n'excède pas celui observé en moyenne période depuis 1977, environ 0,2 à 0,3 % par trimestre. A partir du second semestre 1980, on observe un tassement significatif du carnet de commande qui dure jusqu'en fin 1981. Sur cette période, en moyenne il ne représente plus que 14,2 semaines de production. Dès lors la diminution des effectifs occupés dans l'industrie va aller s'accroissant : - 0,8 % au quatrième trimestre 1980, - 1 % en moyenne sur l'année 1981. Cela aboutit à une stabilisation au second semestre 1981 des marges de capacités disponibles sans embauche. Parallèlement les goulots de production relatifs au personnel sont extrêmement détendus. Ils apparaissent quasiment nuls dans les biens intermédiaires et l'automobile, très faibles dans les biens de consommation courante et les biens d'équipement. Ceci explique le faible mouvement d'embauche en 1981, mouvement d'autant plus retardé que l'état du marché du travail donne l'assurance aux entreprises de recruter facilement le personnel dont elles ont besoin en cas de meilleures perspectives d'activité.

Productivité horaire

TAUX DE VARIATION (%)

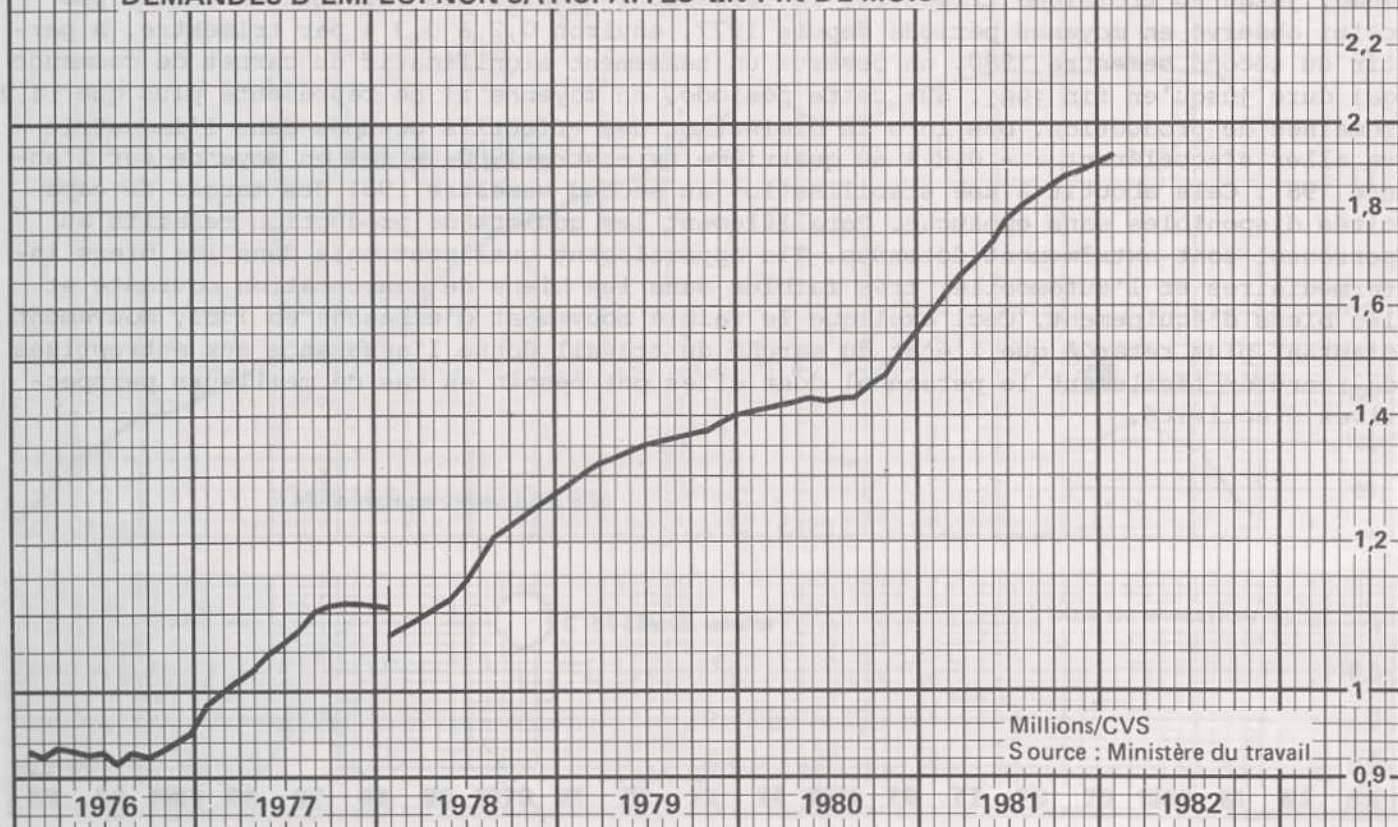


Graphiques de Tendances, cahier vert, pages 74/75. Source : INSEE, comptes trimestriels. La productivité horaire est le rapport de la production en volume au nombre d'heures travaillées (productivité apparente). La courbe du bas est relative à l'ensemble marchand non agricole.

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

Source : Agence nationale pour l'emploi. Le marché mensuel du travail fait l'objet de nombreux graphiques, dans Tendances, cahier bleu : pages 52 à 55. On y trouve notamment : ensembles en fin de mois et flux mensuels des offres et demandes, chômage partiel, raisons des arrivées et durées des attentes en chômage.

DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES EN FIN DE MOIS



Le tableau ci-dessous donne sur 1980 et 1981 l'évolution trimestrielle des effectifs.

Evolution trimestrielle des effectifs (en %)

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moyenne 1981	Moyenne 1980
Ensemble des secteurs non financiers	0.1	0.0	- 0.2	- 0.2	- 0.3	- 0.1	- 0.7	- 0.5	- 1.1	0.2
dont - industrie	- 0.2	-0.3	- 0.3	- 0.8	- 1.0	- 0.9	- 1.1	- 1.0	- 3.2	- 1.1
- B.T.P. ...	0.2	-0.3	- 0.1	- 0.1	- 0.8	- 0.6	- 1.2	- 1.4	- 2.4	- 0.4
- services non financiers ...	0.4	0.4	0.0	0.4	0.4	0.6	- 0.2	0.2	1.2	1.6

Marges de capacités sans embauche, goulots personnel et carnet de commande en semaines de production dans l'industrie.

	1980				1981			
	janv.	mars	juin	oct.	janv.	mars	juin	oct.
Marges	8.6	8.7	9.3	11.2	12.0	13.0	13.4	13.8
Goulot	2.4	1.7	3.7	1.6	1.1	1.4	0.7	0.7
Carnets en semaines	16.2	16.0	16.4	15.0	14.1	14.9	14.1	13.1

Malgré le ralentissement de l'activité économique, la gestion plus serrée des effectifs occupés a permis de dégager des gains de productivité relativement importants en moyenne annuelle en 1981 : + 2.1 % pour l'ensemble des secteurs non financiers ; + 3.6 % dans les secteurs industriels. Ceci contraste avec ce qui avait été observé lors de la récession de 1975 où le phénomène de rétention de main d'oeuvre avait conduit à une faible progression de la productivité apparente du travail (+ 1.4 % dans l'ensemble des secteurs non financiers, + 0.8 % dans les secteurs industriels). En 1981, les gains de productivité apparaissent surtout à partir du second trimestre. Sur les trois derniers trimestres de l'année elle progresse de 6.4 % dans l'industrie et de 3.1 % dans les secteurs des services non financiers.

Evolution de la productivité apparente du travail (en %)

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moyenne 1981	Moyenne 1980
Ensemble des secteurs non financiers	0.4	- 0.7	0.4	- 0.2	0.0	1.9	0.8	1.5	2.1	1.5
dont - industrie	0.6	- 1.1	0.7	- 0.3	0.4	2.7	1.6	2.0	3.6	2.0
- services non financiers ..	0.3	- 0.2	0.4	0.0	-0.2	1.8	0.1	1.2	1.6	1.4

La diminution des effectifs occupés provoque une croissance importante du chômage. En données corrigées des variations saisonnières, les demandes d'emploi non satisfaites en fin de mois avaient déjà progressé de 10.6 % en glissement sur l'année 1980. En 1981 elles augmentent de 22.5 %. En données brutes, le cap des 2 millions de chômeurs a été dépassé en octobre. Cette accélération du chômage est surtout marquée sur le premier semestre 1981 où le nombre de demandeurs d'emploi s'accroît de 228.500 personnes en données CVS (+ 14.7 %). Cette montée du chômage s'effectue à un rythme moindre par la suite + 121.400 demandeurs d'emploi au second semestre (+ 6.8 %). La population masculine a été la plus touchée par cette détérioration du marché de l'emploi. En un an les demandes

d'emploi ont progressé de 30.6 % pour les hommes ; pour les femmes, cette progression est d'ampleur sensiblement moindre : 17.1 %. Les **réductions** d'effectifs ont surtout affecté les secteurs industriels, là où les effectifs masculins sont les plus nombreux, ce qui explique cet accroissement plus rapide du chômage des hommes. On peut ajouter que pour les femmes, la mauvaise conjoncture de l'emploi a dû provoquer des retraits du marché de l'emploi qui ont atténué la progression du chômage féminin. Cette interprétation est confirmée par les statistiques relatives au chômage selon les corps de métiers. Dans les corps de métiers industriels, le chômage progresse de 27 % en un an contre 20.3% dans les corps de métiers du tertiaire (commerces et services).

La détérioration du marché de l'emploi apparaît également à travers le niveau très déprimé des offres d'emplois et des placements effectués par l'ANPE. Fin 1981, le nombre d'offres d'emploi s'élève à 64.500 postes de travail soit à 16.1 % en dessous du niveau de fin 1980. Le courant d'offres nouvelles enregistrées est lui aussi très déprimé fin 1981 : 51.800 contre 56.900 un an auparavant (- 9 %). Cette régression de l'offre de postes d'emplois va de pair avec celle du nombre de placements effectués dans le mois par L'ANPE : 39.500 fin 1981 contre 41.100 un an auparavant (- 3.9 %). Dans ces conditions, retrouver un emploi devient plus difficile : en octobre 1980, le taux de satisfaction des demandes d'emploi déposées au cours des trois derniers mois était de 24 %. En octobre 1981 il s'était réduit à 18 %.

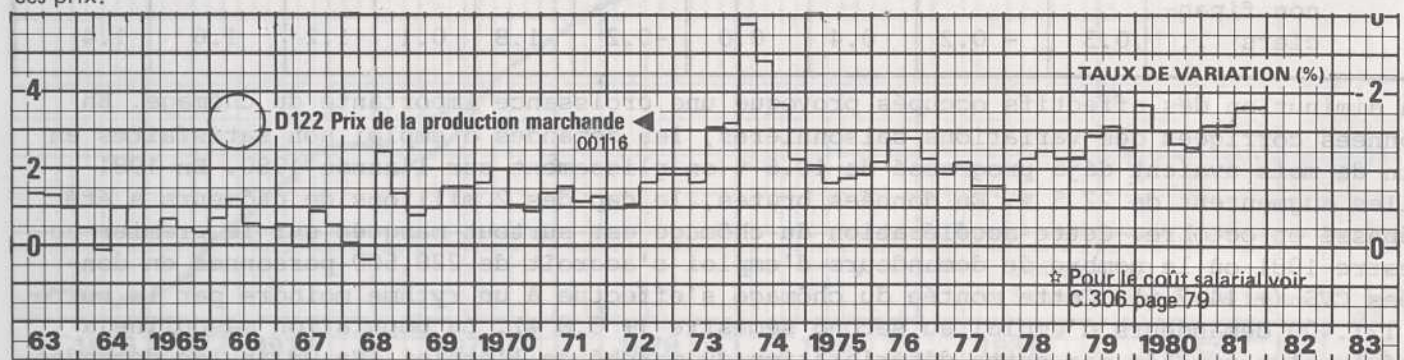
Mois	Offres d'emploi	Placements effectués	Taux de satisfaction
Octobre 1980	56.900	41.100	24 %
Octobre 1981	51.800	39.500	18 %

Malgré le ralentissement de l'activité économique, la gestion plus serrée des dépenses a permis de dépasser des gains de productivité relativement importants en 1981 : + 2.1 % pour l'ensemble des secteurs non financiers, + 1.5 % dans les secteurs industriels. Ces résultats sont dus à une maîtrise accrue des coûts, dans les secteurs industriels, et à une amélioration de la productivité apparente du travail, dans les secteurs non financiers, + 0.8 % dans les secteurs industriels. En 1981, les gains de productivité apparente ont été de 0.4 % dans les secteurs non financiers, + 0.1 % dans les secteurs industriels, et de 0.1 % dans les secteurs des services non financiers.

Mois	Ensemble des secteurs non financiers	Secteurs industriels	Secteurs des services non financiers
1981	+ 2.1 %	+ 1.5 %	+ 0.8 %
1980	+ 1.5 %	+ 0.8 %	+ 0.1 %

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

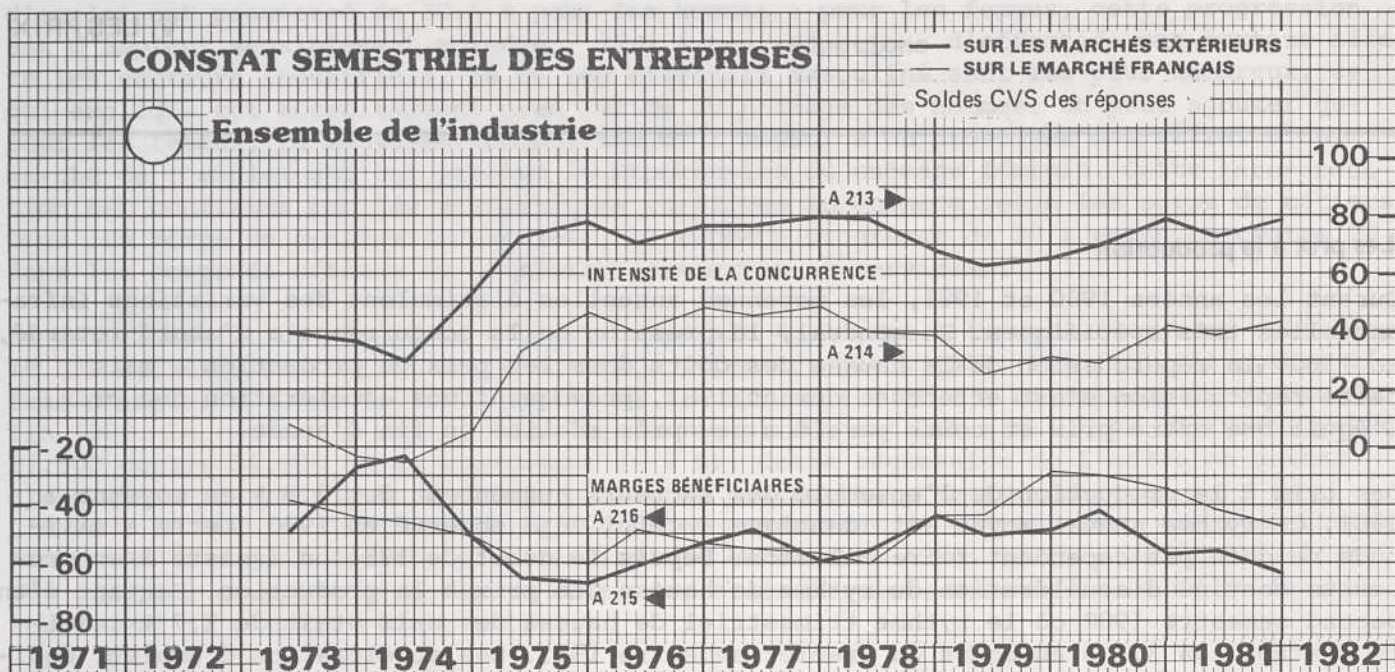
Extrait d'un graphique de Tendances, cahier vert, page 86. Le coût salarial et le prix des consommations intermédiaires jouent de manière conjointe sur les prix de la production marchande et se répercutent plus ou moins vite et plus ou moins fortement sur ces prix.



Les prix à la production

Durant les années 1980 et 1981, les moyennes annuelles dissimulent des variations infra-annuelles très spécifiques. En général, la pression de la concurrence a d'abord retardé, en 1980, la répercussion de la hausse des coûts dans les prix de production ; mais cette répercussion s'est effectuée durant 1981, provoquant une accélération des prix. L'équilibre entre prix et coûts paraît à peu près réalisé en fin d'année.

Les prix à la production de l'ensemble des secteurs augmentent de 12.8 % en moyenne en 1981. Ce rythme annuel moyen est identique à celui déjà observé en 1980. Cette similitude ne doit pas cependant faire illusion. Depuis le début de 1981 on assiste à un processus continu d'accélération du rythme de hausse des prix à la production. Partant d'un second semestre 1980 où le rythme trimestriel de hausse des prix était de 2.7 % celui-ci s'établit à 3.1 % au cours du premier semestre 1981. Une accélération d'ampleur équivalente porte la hausse des prix à 3.6 % en moyenne par trimestre au cours du second semestre. Les causes de cette accélération remontent en grande partie aux années 1979 et 1980. En 1979 et jusqu'au début de 1980, la progression rapide des gains de productivité (4.2 % sur 5 trimestres) avait permis de contenir une partie des effets du choc pétrolier de 1979. De plus la bonne tenue des situations de trésorerie à l'issue de l'année 1979 et au début de 1980 avait permis aux entreprises de supporter sans trop de dommages l'accélération des coûts unitaires d'exploitation dont les effets deviennent nettement perceptibles au début de 1981 : + 4.5 % au premier trimestre 1981 contre 3.0 % en moyenne par trimestre au second semestre 1979. A partir de l'automne 1980 survient la hausse rapide du cours du dollar. Celle-ci a un effet mécanique avec environ un trimestre de décalage sur le prix des approvisionnements importés. Fin 1980, début 1981, les prix des importations augmentent de 4.9 % en moyenne par trimestre contre 1.3 % en moyenne aux second et troisième trimestres 1980. Parallèlement la baisse de la productivité liée à un ajustement différé des effectifs occupés (- 0.5 du second trimestre 1980 au premier trimestre 1981) entraîne une hausse importante des coûts salariaux par unité produite (+ 15.5 % sur la même période). Toutes les conditions étaient réunies pour provoquer une accélération des prix dès le second semestre 1980. Or c'est le mouvement inverse qui s'est produit pour des raisons tenant à l'intensification de la concurrence tant sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs. Les enquêtes sur la concurrence étrangère font apparaître depuis la mi-1979 une situation où la concurrence entre les producteurs français et étrangers est de plus en plus tendue. Face à une demande mondiale qui devient de moins en moins porteuse, et afin de conserver leur part de marché, les entreprises françaises ont été dans l'obligation de comprimer leurs marges bénéficiaires et ainsi de différer l'alignement des prix de production sur le rythme de hausse des coûts. Ainsi à la fin de 1980 et au début de 1981 on constate un retard des prix d'offre sur les coûts. A un terme plus ou moins long on devait s'attendre à un réajustement des prix. Ainsi s'explique l'accélération continue des prix de production depuis le début 1981. Fin 1981, la hausse des prix à la production semble avoir rattrapé celle des coûts pour la plupart des secteurs industriels. Seuls les secteurs des biens d'équipement ménager et des biens intermédiaires présentent encore un retard des prix sur les coûts. Il s'agit là des secteurs les plus exposés à la concurrence internationale. Celle-ci les a dissuadés d'opérer des relèvements de prix à la mesure de ceux des coûts d'exploitation.

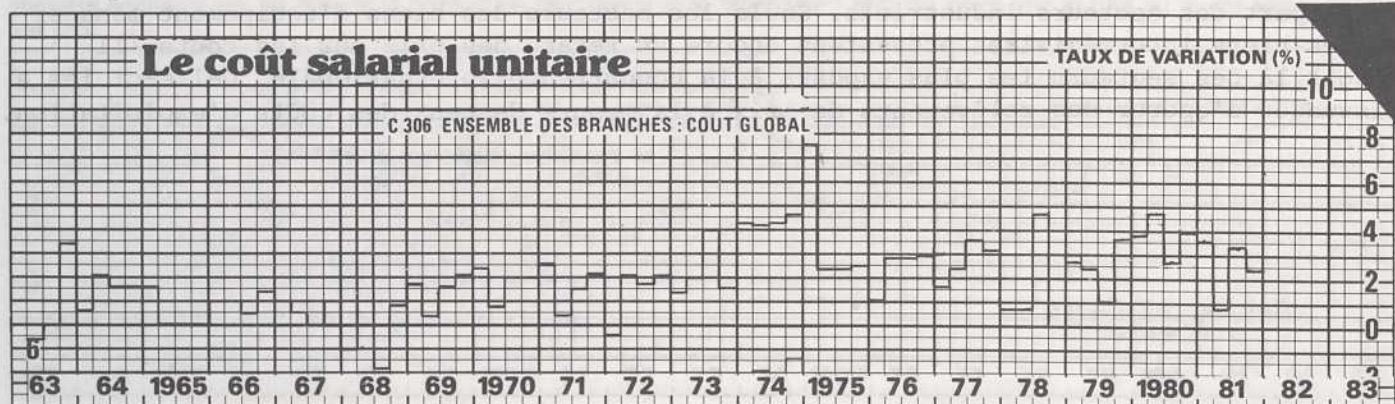


Graphique de Tendances, cahier bleu, pages 14/15. Source : enquête INSEE dans l'industrie sur la concurrence étrangère. L'industriel est invité à séparer dans ses réponses marché intérieur et marchés extérieurs. Intensité de la concurrence : solde des réponses «particulièrement forte» et «plutôt faible». Marges : soldes des réponses «satisfaisantes» et «insuffisantes».

COMMENTAIRE PAGE 31

COMMENTAIRE PAGE 31

Graphique de Tendances, cahier vert, page 79. Source : INSEE, comptes trimestriels. Le coût salarial unitaire global est le rapport de la charge salariale (salaire brut et cotisations sociales employeurs) à la production en volume.



Le tableau ci-dessous précise les évolutions qui viennent d'être mentionnées (évolution en %).

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moyenne 1981	Moyenne 1980
Prix de production, total des secteurs	3.7	3.0	2.7	2.6	3.1	3.1	3.6	3.6	12.8	12.8
dont : industrie ..	4.5	3.0	2.2	2.6	3.0	2.6	4.1	3.9	12.3	13.9
Coût d'exploitation	4.7	3.4	2.4	3.4	3.9	3.0	3.7	3.3	14.2	14.7
dont : consommation inter-médiaires ...	5.2	2.8	2.3	3.1	4.0	4.3	4.0	3.9	15.2	15.1
Coût salarial	3.8	4.6	2.6	4.0	3.5	0.8	3.3	2.4	12.3	14.1

Les prix à la consommation

La hausse des prix à la consommation mesurée par l'indice des 295 postes a été de 13.4 % en 1981 contre 13.6 % l'année précédente. Cette faible variation du rythme de hausse recouvre des situations très contrastées. En 1980, le prix des produits industriels achetés par les ménages s'était accru de 13.8 % en moyenne. En 1981, on observe une nette décélération : + 10.9 % en moyenne. Cette évolution traduit l'intensité de la concurrence exercée sur le marché français par les producteurs étrangers. Il est à cet égard remarquable que le prix des importations de produits de consommation courante n'a progressé en 1981 que de 5.2 % en moyenne, contre 11.8 % en 1980. La concurrence des importations a été particulièrement forte pour les articles du textile habillement.

Leurs prix ne progressent que de 9 % en 1981 contre 10.6 % en moyenne au cours des 3 années précédentes. A l'inverse, les produits des secteurs à l'abri de la concurrence étrangère telle la presse et l'édition ont connu en 1981 une accélération de leur prix à la consommation : + 17.9 % en 1981 contre + 15.4 % en moyenne en 1980.

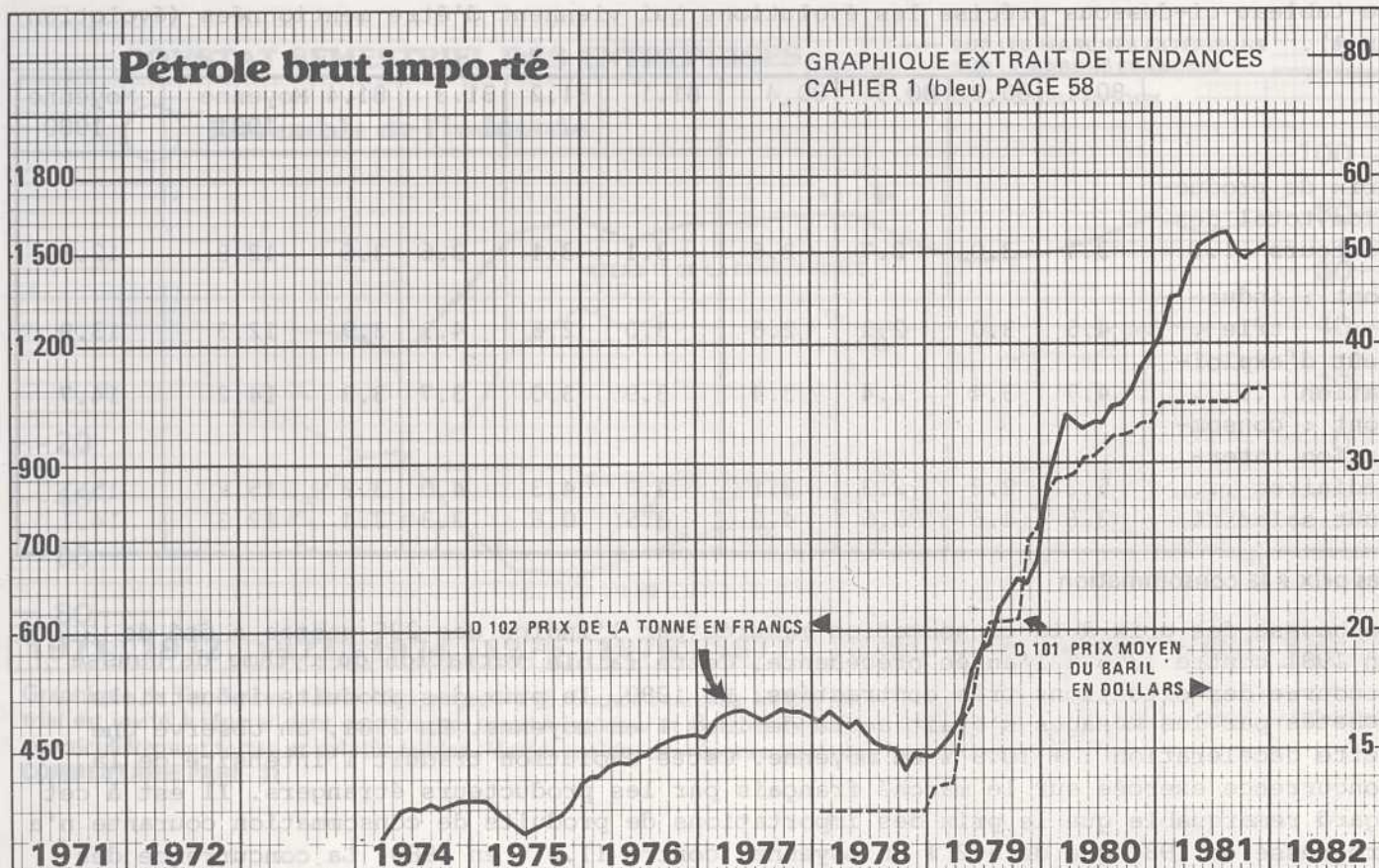
La hausse des prix des produits alimentaires contraste avec celle des produits manufacturés. Sur la période 1978-1980, les prix à la consommation de ces produits avait augmenté de 9.1 % par an en moyenne. En 1981 on assiste à un mouvement de hausse très vive des prix de ces produits : + 14.0 %. Cette accélération est sensible depuis le printemps et se rencontre surtout sur le prix des viandes (+ 19.5 % pour la viande de gros bovins, + 25.2 % pour la viande de veau, + 29.4 % pour la viande de porc). Les hausses ont été également fortes pour les fruits et légumes et pour les vins (+ 19.3 % en un an). Bien qu'en progression plus modérée, respectivement + 15.1 % et + 12.5 %, les prix des produits à base de céréales et de lait connaissent également une accélération en 1981 : Ces évolutions résultent d'un ensemble de circonstances qui ont toutes joué dans le même sens. Tout d'abord la politique agricole européenne commune a conduit à revaloriser les prix agricoles français de 13.8 % contre 10 % environ lors de la campagne précédente. Ensuite des conditions propres à certains marchés ont entraîné des hausses de prix à la production agricole qui ont été répercuté sans délai au stade du consommateur. Enfin, bien qu'orienté à la baisse en monnaies de cotation, le cours des matières premières alimentaires exprimé en francs a continué à s'apprécier jusqu'en août en conséquence de la hausse du dollar. Au stade du détail, ces produits ont enregistré une hausse moyenne de 13.2 % alors qu'ils avaient baissé légèrement en 1980. Le phénomène est particulièrement frappant pour les corps gras dont les prix ont progressé de 31 % en 1981.

Au total, les augmentations de prix des produits alimentaires ont été d'une telle ampleur qu'on assiste en 1981 à une baisse de la demande en volume de ces produits (- 0.5 % en moyenne annuelle), ceci pour la première fois depuis de nombreuses années.

Le secteur des services a connu des hausses de prix encore très fortes en 1981. De janvier à octobre, les prix des services privés ont progressé à un rythme proche de 17 % l'an, ceci en relation avec la libération des prix de la plupart des services : répara-

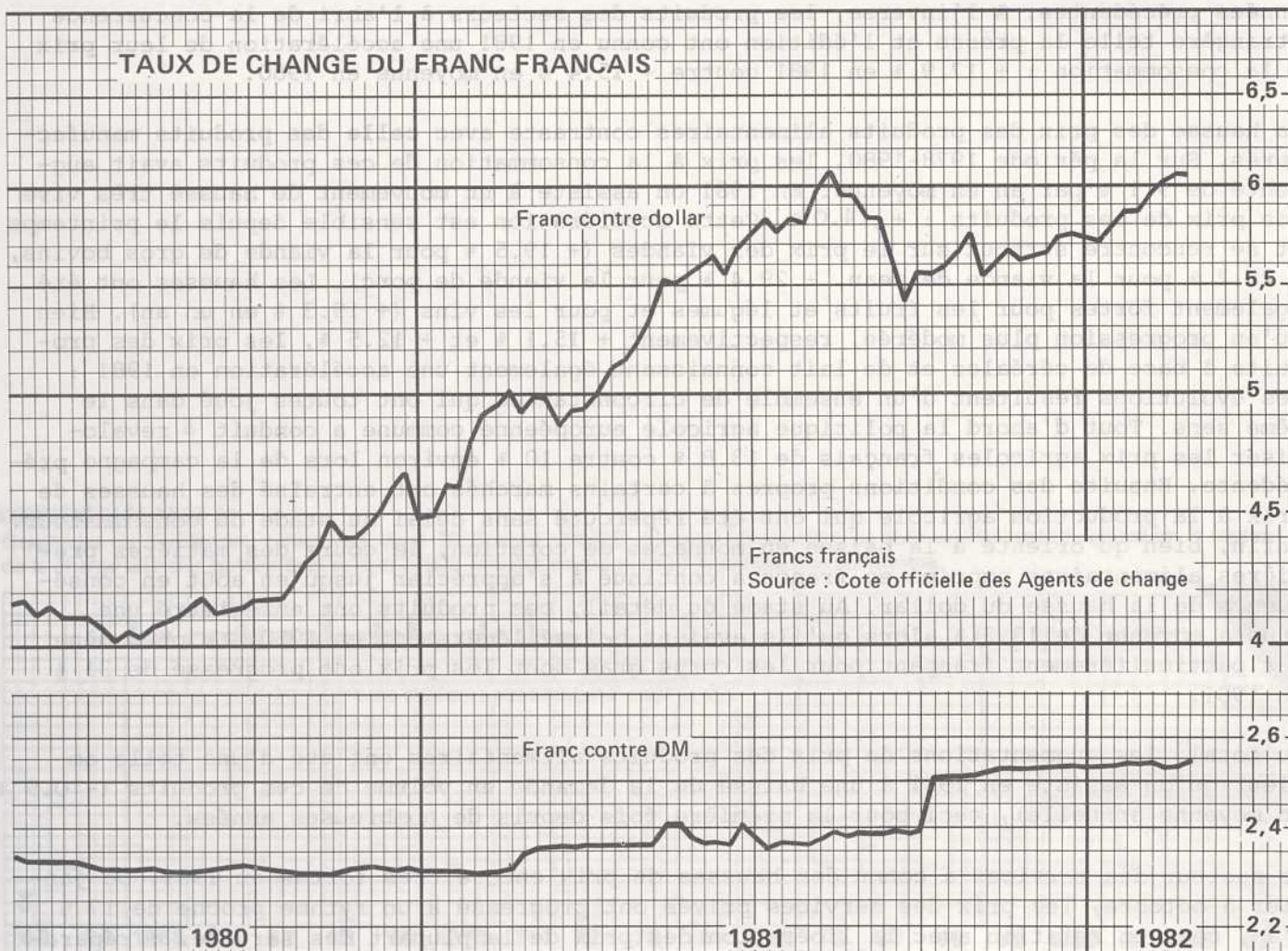
Pétrole brut importé

GRAPHIQUE EXTRAIT DE TENDANCES
CAHIER 1 (bleu) PAGE 58



COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

TAUX DE CHANGE DU FRANC FRANCAIS



Francs français
Source : Cote officielle des Agents de change

tions de véhicules, cinémas, coiffeurs, hôtels, cafés, restaurants. L'absence de concurrence extérieure pour ces secteurs n'a pas exercé l'effet modérateur qu'on observe au niveau des produits manufacturés, ceci d'autant plus que la pression de la demande est restée forte.

Pour la troisième année consécutive, la hausse des tarifs publics est restée soutenue : + 17.2 % en moyenne en 1981. On note toutefois un début de ralentissement par rapport à 1980 (+ 21.8 %). Ce début de ralentissement traduit une répercussion incomplète au niveau du consommateur des hausses des produits énergétiques importés à la suite du renchérissement du dollar. Pour l'année 1981, les tarifs énergétiques s'accroissent de 19.2 %. Les autres tarifs publics augmentent plus modérément : + 12.6 % pour les services publics. Enfin, pour les loyers et les services on note des évolutions également plus modérées qu'en 1980. L'indice des loyers s'accroît de 13 % en 1981 et décélère en même temps que l'indice du coût de la construction qui sert de base à l'indexation de nombreux loyers. Le prix des services de santé, en hausse de 9.4 %, contribue également dans une large mesure à la modération de l'évolution de l'indice général même si dans ce secteur la hausse avait été moins forte en 1980 (+ 9.1 %).

Evolution des prix de détail (en %)

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moy. 1981	Moy. 1980
Ensemble	3.8	3.1	3.2	2.8	3.0	3.3	3.9	3.2	13.4	13.6
dont - alimentation	2.1	1.7	2.8	2.6	3.0	4.0	4.1	4.2	14.0	9.7
- produits industriels du secteur privé ..	3.7	3.8	2.7	2.8	2.3	2.7	2.4	2.7	10.9	13.8
- services du secteur privé	3.4	3.7	3.8	3.8	3.7	4.1	3.7	3.5	16.1	14.4
- tarifs publics	8.7	3.3	3.8	2.9	4.2	2.8	8.6	2.4	17.2	21.8
dont énergie ...	11.8	4.0	2.1	3.6	5.5	3.4	9.5	1.6	19.2	25.9
- loyer - eau -	3.7	3.6	2.8	2.7	3.6	3.0	3.5	2.4	13.2	12.8
- santé	1.8	3.3	4.5	0.9	1.0	3.0	1.8	4.9	9.4	9.1

Les prix des échanges avec l'extérieur et la compétitivité

Les variations de change ont conditionné l'essentiel de l'évolution des prix des importations françaises en 1981. Le dollar s'est apprécié de 28.6 % par rapport au franc en 1981 par rapport à 1980. Valant 4.42 francs en moyenne au quatrième trimestre 1981, il vaut 5.81 francs en moyenne au troisième trimestre 1981. Sur la fin de l'année la monnaie nationale regagne une partie de ses pertes antérieures. Au quatrième trimestre le dollar s'échange contre 5.53 francs en moyenne. Ces évolutions ont fortement pesé sur les coûts de nos approvisionnements en matières premières, pétrole brut et biens intermédiaires. Le choc pétrolier de 1979 avait cessé de faire sentir ses effets directs à partir du second trimestre 1980. Dès l'amorce du mouvement de hausse du cours du dollar au troisième trimestre 1980 on assiste à de fortes hausses des prix de nos approvisionnements libellés en dollar. Depuis le quatrième trimestre 1980 jusqu'à la fin 1981, le prix des importations d'énergie s'est accru de 46.7 % ; ceci dans des conditions de hausse modérée du prix, exprimé en dollar, de la tonne de pétrole importée. Pour les autres matières premières, les prix exprimés en devises sont restés quasiment stables depuis le début 1981 en relation avec la faiblesse de l'activité dans la zone OCDE. Convertis en francs, les cours des matières premières ont eux aussi vivement progressé : + 19.9 % fin 1981 sur la base du troisième trimestre 1980. Cette accélération se remarque également au niveau des matières premières alimentaires. Leurs cours mondiaux exprimés en francs avaient fléchi sans discontinuer depuis la mi-1977 jusqu'à l'automne 1980. Depuis lors la baisse de parité du franc a conduit à une augmentation rapide du prix de leurs importations exprimé en francs + 15.4 % en moyenne annuelle en 1981 pour les produits des I.A.A. contre + 5.5 % en 1980. Les biens d'équipement professionnel importés avaient connu de faibles hausses de prix en 1979 et 1980. Sur les trois premiers trimestres de 1981 on assiste à un phénomène de rattrapage : + 20.2 % en moyenne sur l'année. Seul le prix des biens de consommation courante importés a connu une faible progression en 1981, + 5.2 % après 11.8 % en 1980.

Au total le prix des importations de biens et de services s'accroît de 17.3 % en moyenne en 1981 contre 15.7 % en 1980. Dans cet ensemble, le prix des importations de marchandises s'accroît de 16.6 % en moyenne (15.7 % en 1980), celui des importations de services augmente de 21.1 % (15.1 % en 1980). Le profil du prix des importations reproduit dans ses grandes lignes celui du cours du dollar sur la période récente : une accélération continue depuis le quatrième trimestre 1980 jusqu'au second trimestre 1981, une décélération ensuite, puis une baisse en fin 1981 en rapport avec le recul du cours de la monnaie américaine.

Evolution des prix des importations et du cours du dollar (en %)

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moyenne 1981	Moyenne 1980
Importations	6.2	2.1	0.5	3.8	5.9	6.1	4.3	0.0	17.3	15.7
Cours du \$	0.0	1.7	-2.2	7.2	9.6	11.9	7.2	-2.7	28.6	- 0.8

Sur les marchés étrangers, les conditions de la concurrence sont différentes de ce qu'elles sont sur le marché intérieur. En dehors du marché européen, la présence américaine et japonaise est nettement plus importante. Or, ce sont les marchés des pays de l'OPEP et du Tiers Monde qui ont été les plus porteurs en 1981, c'est sur ces marchés que les glissements de parité ont été les plus favorables aux produits français. Exprimés en monnaies nationales, les prix d'exportations de nos concurrents ont progressé de 9.1 % en 1981. La dépréciation du franc de 11.8 % sur cette période a renchéri d'autant les prix de nos concurrents sur les marchés extérieurs ; exprimés en francs, ceux-ci ont progressé de 22.0 % en 1981. Le jeu des parités a ainsi conféré un avantage de compétitivité équivalent à la dépréciation du franc. Cet avantage aurait dû normalement n'avoir des effets positifs que sur les marchés autres que le marché européen, là où les pays à devise forte sont largement représentés. Un examen par zone des exportations françaises montre que la compétitivité s'est améliorée non seulement sur la zone dollar mais aussi sur les marchés européens. La dévaluation du franc contribue à ce résultat ; il s'explique surtout par une compression des marges des exportateurs français. C'est ce que confirme la dernière enquête menée auprès des entreprises exportatrices. L'intensification de la concurrence les a conduit en effet à limiter leurs marges bénéficiaires sur les marchés étrangers. Elles se situent fin 1981 à un niveau fort déprimé proche de celui observé en 1975.

Prix des exportations de produits manufacturés et évolution de la compétitivité sur les marchés extérieurs (évolutions en %)

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moyenne 1981	Moyenne 1980
Exportations françaises ...	3.2	1.6	2.1	2.9	1.9	2.3	5.2	2.2	10.9	10.7
Exportations des concurrents :										
- en monnaies nationales ..	3.5	2.3	0.9	1.7	2.6	3.0	2.7	1.0	9.1	10.5
- en francs ..	3.8	3.6	1.0	5.8	7.2	6.8	3.8	5.8	22.0	10.8

Les pertes de pouvoir d'achat de la monnaie française n'ont pas eu que des effets négatifs. Elles ont permis de contre-carrer les effets sur la compétitivité d'une inflation interne qui reste importante. Sur le marché intérieur, les concurrents européens sont les plus nombreux. De ce fait la faible dépréciation du franc vis-à-vis des monnaies européennes n'a eu que des effets limités. Ceux-ci ont seulement permis de contrebalancer le différentiel d'inflation entre la France et ses principaux partenaires européens. Par contre vis-à-vis des concurrents américains et japonais la compétitivité française sur le marché intérieur s'est vivement redressée consécutivement à la forte appréciation de leur monnaie. Au total, durant toute la période de dépréciation du franc (automne 1980, 3ème trimestre 1981), les gains de compétitivité sur le marché intérieur mesurés par l'écart entre les prix de production et les prix d'importation de produits industriels

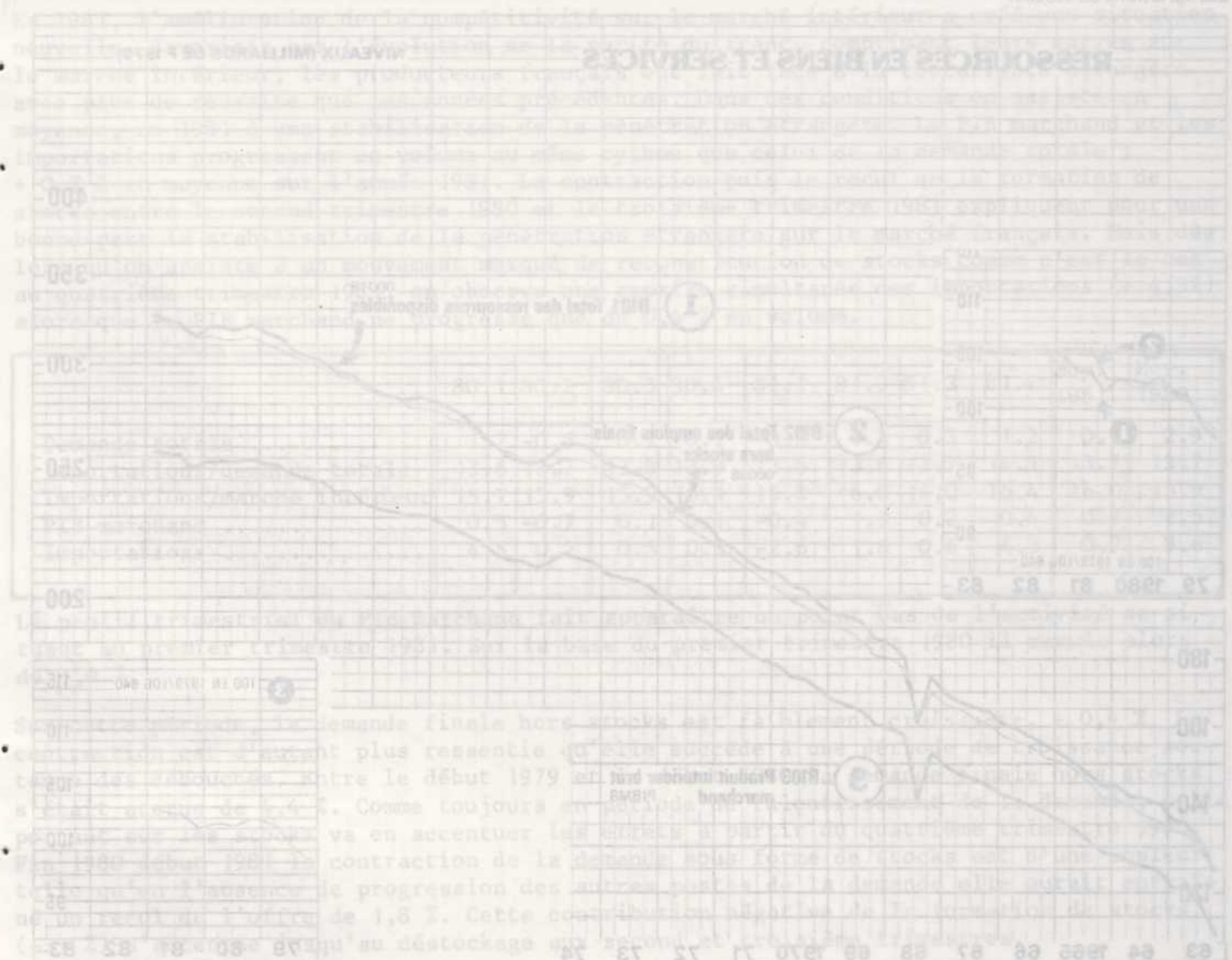
sont évalués à 4.8 %. Au quatrième trimestre 1981, le redressement de la devise française, le maintien à un rythme élevé des prix de production dégrade à nouveau la compétitivité sur le marché intérieur (- 1.8 %).

Prix des importations de produits manufacturés et évolution de la compétitivité sur le marché intérieur (évolutions en %).

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moyenne 1981	Moyenne 1980
Prix d'importation	3.4	0.1	- 0.4	2.1	4.7	3.9	4.4	1.4	12.1	7.7
Prix de production	3.5	2.5	2.2	1.8	2.3	2.9	3.3	3.2	10.4	12.0
Ecart	-0.1	-2.4	- 2.6	0.3	2.4	1.0	1.1	-1.8	1.7	- 4.3

produits étrangers sur le marché intérieur constitue la base de la compétitivité. En 1981, la demande totale en augmentation de 2,5 % a été compensée par une augmentation de 2,5 % des importations. Sur cette base, la compétitivité des importations a été évaluée à 11,7 % de la demande totale contre 12,9 % en 1980. La dégradation de la compétitivité des importations a été évaluée à 15,9 % en 1981.

Cette situation a été compensée par une augmentation de la demande intérieure. La demande intérieure a été évaluée à 11,7 % de la demande totale contre 12,9 % en 1980. La dégradation de la compétitivité des importations a été évaluée à 15,9 % en 1981.

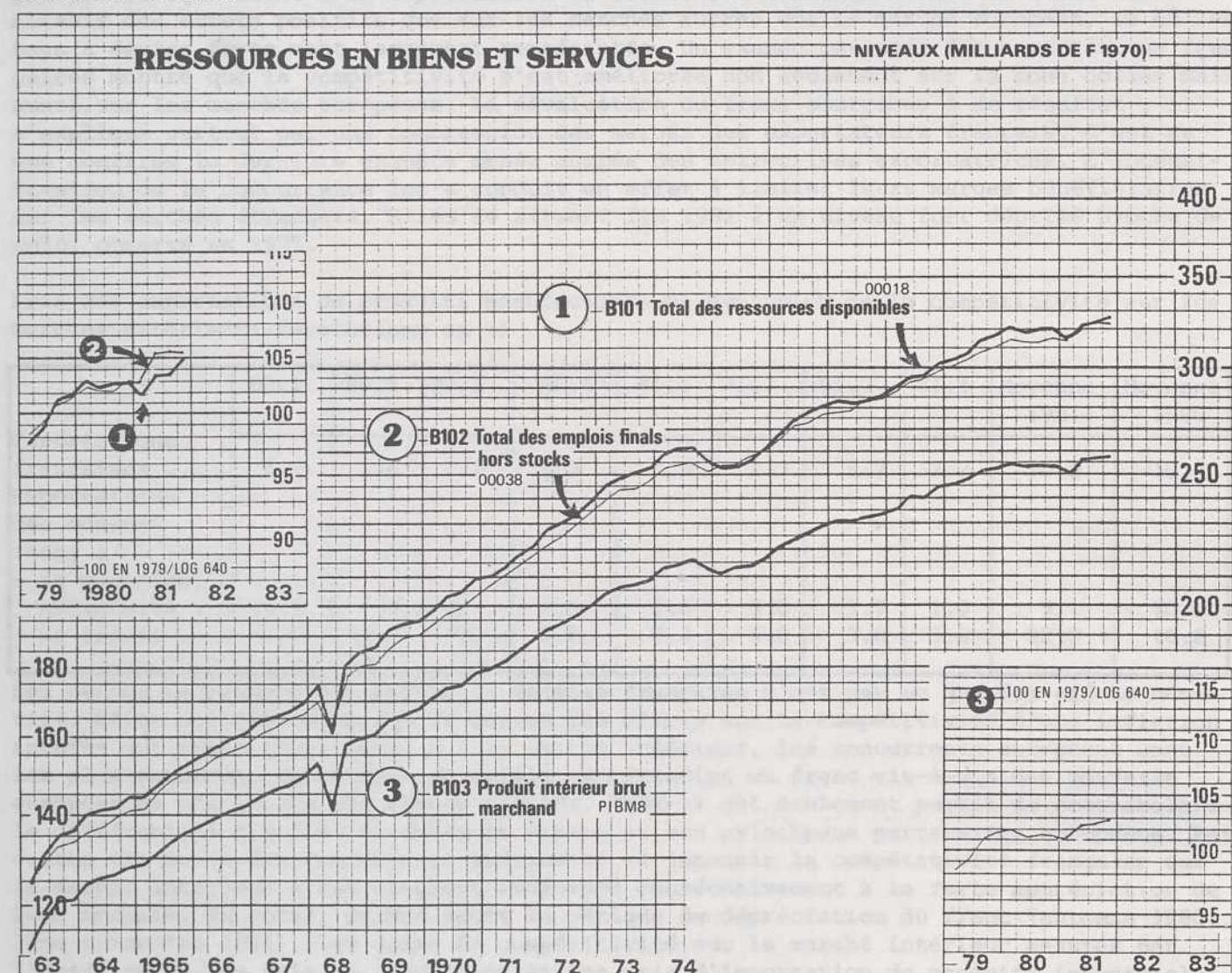


Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des ressources en biens et services en France de 1963 à 1983. Les données sont exprimées en milliards de francs 1970. La courbe 1 (B101) représente le total des ressources disponibles, la courbe 2 (B102) le total des emplois finals hors stocks, et la courbe 3 (B103) le produit intérieur brut marchand. Les données sont issues des comptes trimestriels de l'INSEE.

Année	B101 Total des ressources disponibles	B102 Total des emplois finals hors stocks	B103 Produit intérieur brut marchand
1963	120	110	100
1964	130	120	110
1965	140	130	120
1966	150	140	130
1967	160	150	140
1968	170	160	150
1969	180	170	160
1970	190	180	170
1971	200	190	180
1972	210	200	190
1973	220	210	200
1974	230	220	210
1975	240	230	220
1976	250	240	230
1977	260	250	240
1978	270	260	250
1979	280	270	260
1980	290	280	270
1981	300	290	280
1982	310	300	290
1983	320	310	300

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

Graphique de Tendances, cahier vert, page 42. Source : INSEE, comptes trimestriels. Le total du volume des ressources dont dispose le pays comprend le PIB marchand et les importations (ces dernières ne figurent pas ici). Ce total des ressources est rapproché de la courbe des emplois finals hors stocks (ou total de la demande finale). Le rapprochement permet d'apprécier le jeu des variations de stocks.



VI. L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE, LE PARTAGE DU MARCHÉ ENTRE PRODUCTION ET IMPORTATION, LE SOLDE EXTÉRIEUR

La récession économique qui commence au second trimestre 1980 avait entraîné sur cette année un ralentissement marqué de la progression de la demande : + 2,9 % en moyenne contre + 5,2 % en 1979. La persistance de la crise en 1981 prolonge cette tendance. En 1981, la demande enregistre une inflexion d'ampleur comparable à celle enregistrée en 1980, son volume ne progresse en moyenne que de 0,7 %. Une demande hors stocks peu active, la contraction des stocks puis le déstockage sur la majeure partie de l'année expliquent ce résultat. Outre le faible niveau d'activité, l'arrêt de la pénétration des produits étrangers sur le marché intérieur constitue le fait dominant. En 1980, pour une demande totale en augmentation de 2,9 % en moyenne on avait assisté à une progression moyenne des importations de 8,6 %. Sur cette même année le volume des importations représentait 13,7 % de la demande totale contre 12,9 % en 1979. Rapportées à la seule demande intérieure (nette des exportations) les importations faisaient apparaître une dégradation de même ampleur : 15,9 % contre 14,9 en 1979.

Cette situation était inhabituelle et préoccupante. Inhabituelle dans la mesure où traditionnellement la contraction de l'activité économique avait comme effet un tassement des échanges avec l'extérieur. Préoccupante parce que une telle situation ne pouvait que conduire à un déséquilibre de la balance commerciale insoutenable dès lors que la reprise de l'activité aurait commencé à se manifester.

En 1981, l'amélioration de la compétitivité sur le marché intérieur a créé une situation nouvelle. Favorisés par l'évolution de la parité du franc, comprimant leurs marges sur le marché intérieur, les producteurs français ont fait face à la concurrence étrangère avec plus de réussite que les années précédentes. Dans ces conditions on assiste en moyenne, en 1981 à une stabilisation de la pénétration étrangère. Le PIB marchand et les importations progressent en volume au même rythme que celui de la demande totale : + 0,7 % en moyenne sur l'année 1981. La contraction puis le recul de la formation de stocks entre le second trimestre 1980 et le troisième trimestre 1981 expliquent pour une bonne part la stabilisation de la pénétration étrangère sur le marché français. Mais dès lors qu'on assiste à un mouvement marqué de reconstitution de stocks comme c'est le cas au quatrième trimestre 1981, on observe une reprise simultanée des importations (+ 4,3%) alors que le PIB marchand ne progresse que de 0,4 % en volume.

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moy. 1981	Moy. 1980
Demande totale	1.2	-0.5	0.2	0.2	-0.9	1.4	0.3	1.2	0.7	2.9
Importations/demande totale	13.6	13.7	13.8	13.9	13.6	13.6	13.7	14.1	13.7	13.7
Importations/marché intérieur	15.7	15.9	15.9	16.1	15.8	16.0	16.0	16.4	16.0	15.9
PIB marchand	0.3	-0.7	0.1	0.1	-0.4	1.3	0.2	0.4	0.7	1.5
Importations	4.5	0.2	0.5	0.5	-2.6	1.8	0.6	4.3	0.7	8.6

Le profil trimestriel du PIB marchand fait apparaître un point bas de l'activité se situant au premier trimestre 1981. Sur la base du premier trimestre 1980 il recule alors de 1,0 %.

Sur cette période, la demande finale hors stocks est faiblement croissante, + 0,4 %. La contraction est d'autant plus ressentie qu'elle succède à une période de croissance soutenue des débouchés. Entre le début 1979 et le début 1980 la demande finale hors stocks s'était accrue de 4,4 %. Comme toujours en période de ralentissement de la demande, celle portant sur les stocks va en accentuer les effets à partir du quatrième trimestre 1980. Fin 1980 début 1981 la contraction de la demande sous forme de stocks est d'une ampleur telle qu'en l'absence de progression des autres postes de la demande elle aurait entraîné un recul de l'offre de 1,8 %. Cette contribution négative de la formation de stocks (- 1 %) s'accroît jusqu'au déstockage aux second et troisième trimestres.

A partir du second trimestre, en dépit de ce recul des stocks, la demande est en vive progression. La meilleure compétitivité sur les marchés étrangers et la reprise du pouvoir d'achat des ménages entraînent une progression rapide des exportations et de la consommation.

Au second trimestre, les exportations s'accroissent brutalement de 7,4 %. Au second semestre bien qu'en retrait elles se maintiennent à des niveaux élevés de sorte qu'en fin d'année elles excèdent de 4,3 % leur niveau de début d'année. La consommation des ménages se développe à plus de 1 % par trimestre sur les deuxième et troisième trimestres, elle plafonne ensuite à un niveau élevé. Fin 1981 elle se situe à 2,4 % au-dessus de son niveau de début d'année. La demande finale apparaît donc importante en moyenne aux second et troisième trimestres malgré la médiocre conjoncture de l'investissement. Sur ces deux trimestres, la demande hors stocks progresse en moyenne de 1,2 % par trimestre après une quasi stagnation en moyenne lors des quatre trimestres précédents. Cela entraîne un développement rapide de l'offre. Le PIB marchand se redresse de 1,3 % au second trimestre puis consolide cet acquis au troisième : + 0,1 %. Après avoir reculé de 1,0 % entre le second trimestre 1980 et le premier de 1981, il retrouve désormais et légèrement au delà son niveau maximum de début 1980. Le redressement de la demande finale hors stocks profite également aux importations. Elles s'accroissent de 1,2 % en moyenne aux second et troisième trimestres après avoir reculé de 1,4 % entre le premier trimestre 1980 et le premier de 1981.

Fin 1981 la consommation en volume ne bénéficie plus de la reprise du pouvoir d'achat des revenus des ménages du premier semestre et nos échanges avec l'extérieur se dégradent. La formation de stocks qui redevient active en fin d'année prend le relais d'une demande finale déprimée. Dans le même temps, la dégradation de la compétitivité redonne vigueur aux importations au détriment de l'offre interne. Le PIB marchand ne s'accroît que de 0,4 % au quatrième trimestre tandis que les importations vigoureusement sollicitées par la reconstitution de stocks progressent de 4,3 %.

Le schéma du mouvement économique récent qui vient d'être exposé s'applique dans ses grandes lignes à la partie non industrielle de l'économie comme à sa partie industrielle. Conformément à l'expérience passée on note cependant des enchaînements plus typés au niveau des secteurs industriels. Durant la période de récession (deuxième trimestre 1980, premier trimestre 1981), la demande hors stocks de produits industriels a diminué de 1,1 %. Le mouvement propre à la formation de stocks en a accentué les effets. Sur la même période, l'offre totale régresse de 2,7 %. L'amélioration de la compétitivité sur le marché intérieur ne produisant ses effets qu'à partir du début 1981, le recul de la demande affecte principalement la production et dans une moindre mesure les importations. Entre le second trimestre 1980 et le premier de 1981, la production industrielle régresse de 3,3 % contre seulement 1,8 % pour les importations industrielles. Il faut attendre le second trimestre 1981 pour que l'amélioration de la compétitivité aidant, la reprise de la demande hors stocks profite en priorité à la production. Au cours des second et troisième trimestres, elle progresse de 1,8 % contre 1,9 % pour les importations. Ce redressement est néanmoins insuffisant pour retrouver les niveaux maximums de production de début 1980. Au troisième trimestre, la production industrielle se situe encore à 1,6 % en deçà de son niveau de début 1980. En fin 1981, les caractéristiques de la reprise (importante reconstitution de stocks) et le recul de la compétitivité conduisent à une vigoureuse progression des importations (+ 4,9 % au quatrième trimestre). Bien que la demande totale ait progressé de 1,6 %, la production ne s'accroît que de 0,9 %.

Ensemble de l'industrie (évolutions en %)

	80.1	80.2	80.3	80.4	81.1	81.2	81.3	81.4	Moy. 1981	Moy. 1980
Demande totale	1.2	-1.2	0.4	-0.8	-1.1	1.1	0.7	1.6	-0.2	2.1
Demande hors stocks	0.8	-0.8	0.2	0.1	-0.6	1.9	0.6	0.1	1.1	1.7
Formation de stocks (en milliards de F. 70)	6.6	5.5	6.2	3.5	2.0	-0.4	0.1	4.6	1.6	5.5
Importations	4.8	0.2	1.3	-0.5	-2.8	0.4	1.3	4.9	-0.3	9.5
Production	0.3	-1.5	0.1	-1.3	-0.8	1.4	0.4	0.9	-0.5	0.4

Un examen par sous secteur industriel précise les caractéristiques propres à chacune des périodes qui constituent le couple d'années 1980-1981.

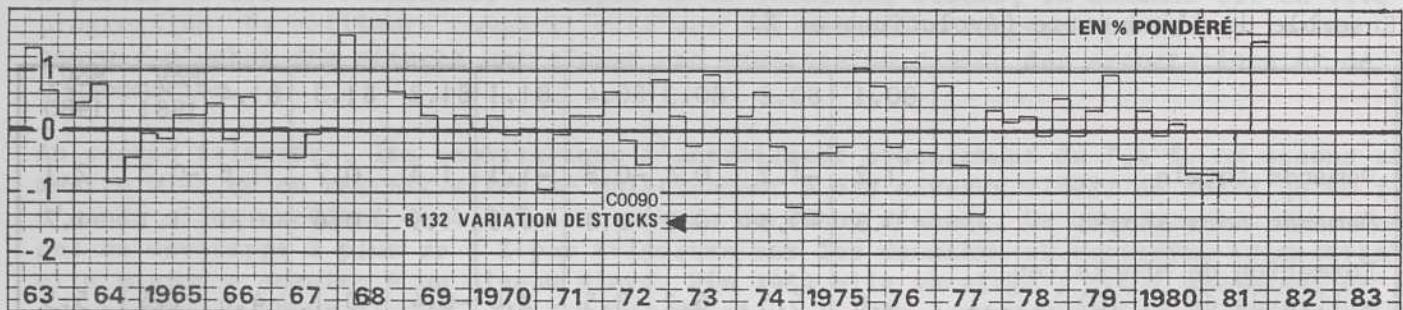
Sur la période de récession (second trimestre 1980, premier trimestre 1981), le mouvement de contraction des stocks a concerné l'ensemble des secteurs des industries manufacturières. Il a atteint son ampleur maximum dans le secteur des biens intermédiaires où la demande totale régresse de 8,0 % alors que la demande hors stocks ne diminue que de 4,7 %. Viennent ensuite les secteurs de l'automobile et celui des biens de consommation courante. Pour le premier la demande totale a baissé de 7,6 % contre un recul de 4,5 % de la demande hors stocks. Dans les biens de consommation courante, ces évolutions se chiffrent respectivement à - 1,8 % et - 0,6 %.

Selon les situations de compétitivité propres à chacune des branches on note des conditions de partage du marché très contrastées. Pour les biens d'équipement professionnel et l'automobile on assiste sur cette période à une dégradation importante. Pour les premiers, la production n'augmente que de 1,4 % entre le second trimestre 1980 et le premier de 1981 alors que dans le même temps les importations progressent de 7,0 %. Le contraste est encore plus marqué pour l'automobile : - 11,5 % pour la production et + 6,1 % pour les importations. Le secteur des biens de consommation courante maintient à peu près ses positions ; sa production recule de 2,5 %, les importations diminuent de 2,4 %. C'est dans le secteur des biens intermédiaires qu'on assiste au phénomène le plus net de gain de part de marché intérieur : les importations de biens intermédiaires sont en recul de 11,3 % alors que la production ne décroît que de 8,0 %.

Période deuxième trimestre 1980, premier trimestre 1981 (évolutions en %)

	Secteurs				
	Biens intermédiaires	Biens d'équipement professionnel	Automobile	Biens de consommation courante	Total industrie manufacturière
Demande totale	- 8,6	3,1	- 7,6	- 1,8	- 3,3
Demande hors stocks ...	- 4,7	2,4	- 4,5	- 0,6	- 1,4
Importations	- 11,3	7,0	6,1	- 2,4	- 1,6
Production	- 8,0	1,4	- 11,5	- 2,5	- 4,6

Sur la période de reprise qui couvre le second et le troisième trimestre 1981 on note le rôle joué par la demande hors stocks qui évolue positivement dans l'ensemble des secteurs. La persistance de la contraction des stocks, voire même le déstockage limitent les effets de ce regain de demande. Cependant la meilleure orientation de la compétitivité depuis la fin 1980 manifeste maintenant ses conséquences. Mis à part le cas des biens de consommation courante, on assiste dans tous les autres secteurs à des gains de parts du marché intérieur. Ceux-ci sont particulièrement nets pour les biens d'équipement professionnel et l'automobile et viennent compenser une partie du terrain perdu sur l'année 1980.



Extrait du graphique de Tendances, cahier vert, page 48. Source : INSEE, comptes trimestriels. Apparaît ici la contribution de la variation des stocks à l'évolution du total de l'offre. L'importance de cette contribution est exprimée en % pondéré (taux de la variation des stocks pondéré par son poids dans l'ensemble de l'offre).

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

Sur la période de reprise qui couvre le second et le troisième trimestres 1981 on note le rôle joué par la demande hors stocks qui évolue positivement dans l'ensemble des secteurs. La persistance de la contraction des stocks, voire même le déstockage limitent les effets de ce regain de demande. Cependant la meilleure orientation de la consommation manifeste maintenant ses conséquences. Mis à part le cas des biens de consommation courante, on assiste dans tous les autres secteurs à des gains de parts de marché intérieur. Ceux-ci sont particulièrement nets pour les biens d'équipement professionnel et l'automobile et viennent compenser une partie du terrain perdu sur l'année 1980.

Période deuxième trimestre 1980, premier trimestre 1981 (évolution en %)

	Biens d'équipement	Biens d'investissement	Biens de consommation courante	Total industries
Production	- 8,0	- 1,4	- 11,5	- 4,6
Importations	- 11,3	- 7,0	- 2,4	- 1,6
Demande hors stocks	- 4,7	- 2,4	- 0,6	- 1,4
Demande totale	- 8,6	- 3,8	- 1,8	- 3,3

Sur la période de reprise qui couvre le second et le troisième trimestres 1981 on note le rôle joué par la demande hors stocks qui évolue positivement dans l'ensemble des secteurs. La persistance de la contraction des stocks, voire même le déstockage limitent les effets de ce regain de demande. Cependant la meilleure orientation de la consommation manifeste maintenant ses conséquences. Mis à part le cas des biens de consommation courante, on assiste dans tous les autres secteurs à des gains de parts de marché intérieur. Ceux-ci sont particulièrement nets pour les biens d'équipement professionnel et l'automobile et viennent compenser une partie du terrain perdu sur l'année 1980.

Période du second et du troisième trimestre 1981 (évolutions en %)

	Secteurs				
	Biens inter- médiaires	Biens d'é- quip ^t pro- fessionnel	Automobile	Biens de consom. courante	Total indus- trie manu- facturière
Demande totale	2.8	3.8	2.1	2.0	2.8
Demande hors stocks	2.7	3.6	3.9	2.3	3.0
Importations	2.5	2.3	- 3.6	5.8	2.6
Production	3.1	5.2	3.6	0.7	3.1

Pour autant que ce seul quatrième trimestre soit caractéristique de tendances, on observe les faits suivants. La demande hors stocks redevient déprimée ; elle stagne pour les biens intermédiaires et l'automobile ; elle recule légèrement (- 0,2 %) pour les biens de consommation courante. Seul paraît subsister un courant d'investissement qui permet la poursuite à un rythme réduit de la demande de biens d'équipement professionnel. Un phénomène de reconstitution de stocks prend le relais d'une demande hors stocks maintenant défaillante. Loin de profiter à la production, il se traduit par une progression importante des importations. Il en résulte une perte du marché intérieur de un point pour l'ensemble des secteurs de l'industrie manufacturière.

Quatrième trimestre 1981 (évolutions en %)

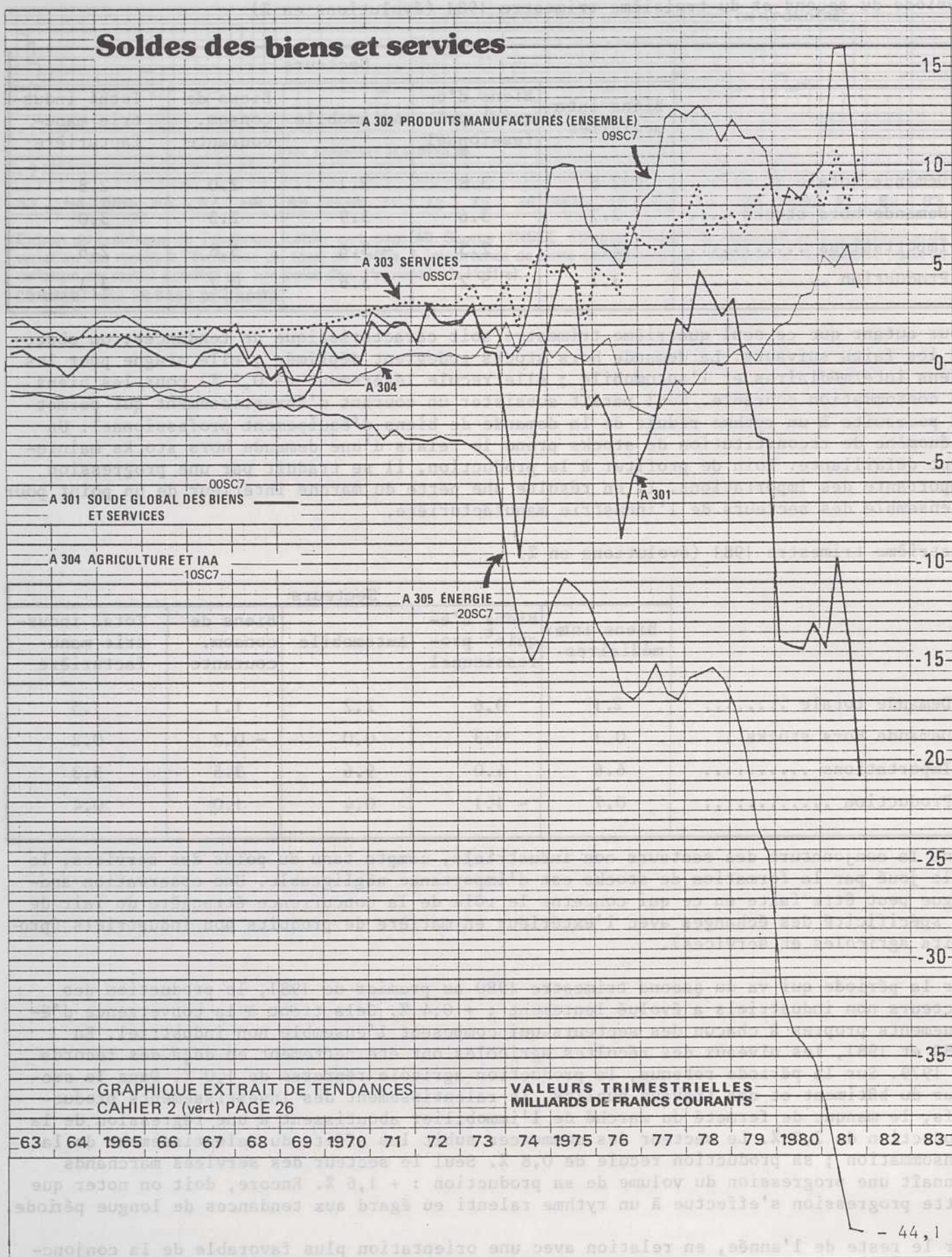
	Secteurs				
	Biens inter- médiaires	Biens d'é- quip ^t pro- fessionnel	Automobile	Biens de consom. courante	Total indus- trie manu- facturière
Demande totale	2.1	0.6	2.2	1.1	1.5
Demande hors stocks ...	0.1	0.3	0.0	- 0.2	0.2
Importations	6.6	4.0	9.6	3.5	5.3
Production	0.7	- 1.1	0.4	1.0	0.4

Dans la conjoncture des secteurs non industriels, compte tenu du poids des services, le rôle joué par la formation de stocks est d'importance négligeable. Une observation analogue peut être faite en ce qui concerne le rôle de la concurrence étrangère du fait de la spécificité des échanges avec l'extérieur en matière de produits non industriels (produits agricoles et services).

Sur la période qui va du second trimestre 1980 au premier de 1981, la production des secteurs non industriels a évolué lentement : + 0,4 %. Cela tient à la convergence d'événements propres à chacun des secteurs qui composent l'ensemble non industriel. En 1980 et 1981, les niveaux des récoltes agricoles ont été nettement en deçà des records de 1979. Sur la période retenue, la production agricole régresse de 1,0 %. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, le ralentissement des investissements productifs, le manque de fermeté du marché de l'immobilier aboutissent à une régression de la production de 2,0 %. Le secteur des commerces subit les effets du ralentissement de la consommation ; sa production recule de 0,8 %. Seul le secteur des services marchands connaît une progression du volume de sa production : + 1,6 %. Encore, doit on noter que cette progression s'effectue à un rythme ralenti eu égard aux tendances de longue période.

Sur le reste de l'année, en relation avec une orientation plus favorable de la conjoncture, l'activité des secteurs non industriels apparaît plus soutenue. Du second trimestre à la fin 1981, la production des branches non industrielles progresse de 1,9 %. Cette augmentation est toute entière localisée dans les secteurs du tertiaire. Sur cette période, la progression de la consommation des ménages assure aux commerces une augmen-

Soldes des biens et services



Graphique de Tendances, cahier vert, page 26. Source : INSEE, comptes trimestriels. Le solde global de nos échanges de biens et services est exprimé FOB-FOB. Les soldes sectoriels sont CAF-FOB.

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

tation de 2,0 % de leur production. De même les secteurs des services marchands bénéficient de la reprise de l'activité déjà notée au niveau des secteurs industriels. Leur production s'accroît de 2,7 % entre le deuxième trimestre 1981 et la fin de l'année.

A l'inverse, on observe dans le secteur agricole une régression de la production : - 1,4 %. Le secteur du bâtiment et des travaux publics continue lui aussi à connaître une situation dégradée. La production diminue de 1,6 % entre le deuxième trimestre 1981 et la fin de l'année.

Le solde extérieur

Malgré le ralentissement économique, le solde commercial CAF-FOB est resté déficitaire de 60 milliards de francs en 1981 (1). Ce résultat provient pour une large part de l'alourdissement de la facture pétrolière en relation avec la hausse du dollar, monnaie de règlement des achats de pétrole brut de la France.

Après avoir augmenté de 58 % en 1980, le prix de nos achats de pétrole s'est encore accru de 40 % en 1981. Bien que les volumes importés aient baissé de 10,6 % consécutivement à la récession et à la mise en route des centrales nucléaires, il en a résulté une forte dégradation de la balance énergétique de la France. Le solde CAF-FOB des échanges énergétiques qui était de - 131 milliards de francs en 1980 atteint - 162 milliards en 1981.

La meilleure tenue de la compétitivité sur les marchés des produits industriels a permis de compenser une partie de l'alourdissement de la facture pétrolière. A la suite des pertes de marché intérieur subies en 1980, la balance des échanges industriels s'était sensiblement détériorée. Les échanges de produits industriels dégagent un excédent de 50 milliards en 1979. Celui-ci n'était plus que 35 milliards en 1980. En 1981 le solde des échanges industriels retrouve un niveau proche de celui de 1979 : + 54 milliards de francs.

Les échanges de produits agro-alimentaires ont eux aussi évolué très favorablement. En 1981 les échanges agro-alimentaires ont dégagé un solde de 21 milliards de francs, soit presque le double de ce qui avait été enregistré en 1980 (+ 12 milliards de francs). Ces bons résultats sont dus à un concours de circonstances favorables. D'une part, le haut niveau des disponibilités exportables a permis une progression de 12,2 % des exportations agricoles et de 4,2 % de celles en produits des industries alimentaires. D'autre part les très bons niveaux des cours du blé et du sucre ont permis des gains sur les termes de l'échange.

Au total, compte tenu d'une part d'une réduction de l'excédent des services (30 milliards d'excédent en 1981 contre 35 milliards en 1980) et d'autre part d'un déficit accru des transferts unilatéraux (23 milliards en 1981 contre 18 milliards en 1980), le déficit FOB-FOB des transactions courantes se creuse en 1981 : 43 milliards de francs contre 33 milliards en 1980.

(1) Ce résultat ne tient pas compte de la nouvelle correction CAF-FOB qui ne sera intégrée dans les comptes nationaux qu'ultérieurement.

